



**CDEN du 17 Avril 2015**

**DECLARATION FSU**

Monsieur le préfet, monsieur le président du conseil général, madame l'inspectrice d'académie,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un CDEN 1er et 2nd degré, renouvelé d'un tiers de ces membres, puisqu'il fait suite aux dernières élections départementales.

Ce scrutin a mis en évidence un électorat départemental tiraillé entre abstentionnisme massif, et mirages d'un parti non républicain vecteur d'idées aussi populistes que simplistes, parfois relayées par quelques politiques locaux dépourvus de scrupules. Ce parti a obtenu dans certaines circonscriptions jusqu'à 40 % des suffrages au premier tour. La majorité élue par 20 % de nos concitoyens a donc un défi d'envergure à relever.

Ceci étant, ces résultats n'ont hélas, pour nous rien de surprenants. La FSU n'a eu cesse d'alerter ces dernier mois, élus de tout bord et hauts fonctionnaires, des effets délétères des politiques d'austérité, destructrices d'emplois, qui en imposant des économies drastiques aux collectivités territoriales rend tout investissement dans les services publics impossible. Dans un département en marge des projets de la métropole, dont les populations reléguées dans des zones rurales et péri urbaines sont désormais dépourvues de moyens supplémentaires, pour des zones d'éducation qui ne sont plus prioritaires.

Aussi compte tenu de la situation de l'Ecole en Seine-et-Marne, devenue très délicate à force de suppressions de postes, puis de dotations ne prenant pas suffisamment en compte notre réalité démographique, nous formulons ici, le vœu d'un travail commun. Nous espérons que la nouvelle majorité départementale, attentive à nos argumentaires, saura s'associer à nos demandes de plan de rattrapage exceptionnel pour la Seine-et-Marne. Car pour notre part, nous ne nous résignons pas à accepter la dégradation des conditions d'enseignement des élèves, et de travail des personnels. Et nous allons même jusqu'à penser que cette défiance envers les partis républicains exprimée dans les urnes s'infiltré insidieusement jusque dans l'Ecole. Certaines familles ne croient plus à la promesse républicaine de réussite pour tous et l'expriment ouvertement. Tandis que les équipes d'enseignants peinent à recréer un climat de confiance alors qu'elles-même se désespèrent.

Dans le premier degré, la réforme des rythmes scolaires ne cesse de montrer ses limites, confrontée au principe de réalité. Réalité de la difficulté à recruter des animateurs, à former les personnels, à trouver les locaux adéquats et organiser les transports. Certaines communes imposent désormais des changements d'horaires, ou bien font le choix de rendre les TAP payants, quand elles ne décident pas de rogner sur le budget de leurs écoles pour compenser des dépenses qui devraient incomber à l'état, ou à tout le moins faire l'objet d'une péréquation.

Dans le second degré, le projet de réforme du collège a été examiné par le Conseil supérieur de l'éducation le 10 avril dernier. En séance, la ministre s'est contentée de répéter ce qu'elle déclare depuis trois semaines : une réforme au service des élèves qui respecte et préserve les disciplines scolaires, axée sur les savoirs fondamentaux et qui donnera de l'autonomie aux équipes pédagogiques. Elle n'a répondu à aucune de nos questions : de quelle autonomie s'agit-il ? Celle des équipes pédagogiques ou celle du chef d'établissement ? De quelle interdisciplinarité parle-t-elle ? Quels moyens de concertation dégagera-t-elle ? Quels dispositifs envisage-t-elle pour permettre aux personnels de s'exprimer sur ce projet ? Quels seront les moyens de formation des

personnels ? Préservera-t-elle les possibilités de diversification des langues vivantes et d'un enseignement véritable des langues anciennes ? de dédoublements notamment en SVT, en technologie ?

Le SNES-FSU est demandeur d'une réforme du collège qui est nécessaire, tant pour la réussite des élèves que pour permettre aux personnels d'exercer leurs métiers au mieux. Il souhaite une réforme qui ne passe pas essentiellement par un bouleversement des structures ni des modes de gouvernance, mais par des mesures pédagogiques, du temps aux élèves pour entrer dans les apprentissages et aux personnels pour un travail collectif, des contenus renouvelés, assortie d'une formation des enseignants.

Et si la politique nationale ne suffisait pas à réduire l'enthousiasme des enseignants à portion congrue, il faut encore rajouter l'échec du dialogue social dans notre département. Car, s'il est vrai que les groupes de travail se multiplient, il est vrai également que les ordres du jour de ces instances sont sans cesse modifiés, quand ils ne finissent pas par disparaître tout bonnement. Les documents ne parviennent que trop rarement en temps et en heure, les informations qui nous sont données lors des comités techniques sont parcellaires, des décisions qui impactent de façon importante la vie professionnelle et personnelle de centaines d'enseignants sont prises sans aucune concertation ! aggravant le désarroi des personnels. Ainsi, nous y reviendrons en séance, de la transformation dans le premier degré, des postes de ZIL affectés au remplacement court et de proximité, en postes de BD dédiés au remplacement de longue durée sur l'ensemble du département. Nous y reviendrons donc et demanderons que toute la lumière soit faite afin que les parents d'élèves et les élus soient bien informés des risques qui planent sur toutes les écoles de Seine-et-Marne et particulièrement les petites écoles .

Aujourd'hui même, lors de ce CDEN, comment imaginer efficacement travailler la carte scolaire dans les écoles et la répartition de la dotation dans les collèges ? La FSU77 réitère sa demande de voir traiter les questions premier et second degré en deux parties distinctes comme c'était le cas il y a seulement quatre ans. Car pour nous, le CDEN ne doit pas être réduit à la présentation d'une cinquantaine de diapositives ... Le CDEN n'est pas un simple espace d'information. Afin d'être valablement consulté, il doit redevenir un lieu d'échanges, de questionnements et de débats entre les différents collèges, fussent ils divergents.

La FSU77 est fondamentalement attachée au bon fonctionnement du dialogue social et des instances consultatives comme autant d'éléments constitutifs de la démocratie sociale. Démocratie sociale qu'il nous faut ensemble renforcer pour asseoir il en est besoin, les valeurs républicaines sur lesquelles s'adosent notre École.

Merci